

DEPARTEMENT DES VOSGES

PREFECTURE DES VOSGES

Dossier LT n° 88 019 03 C 0001

**Commune de**

**AUTIGNY LA TOUR**

**Lotissement Communal  
d'habitations**

**Rue des ANGLAIS**

**Au lieu dit " Les Maix "**

**( 6 lots )**

**ARRÊTÉ d'AUTORISATION**

**n° 510 / 2003 / DDE**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre du Mérite

- VU** Le document des modalités d'application du Règlement National d'Urbanisme ( MARNU), adopté par le Conseil Municipal le 23 Février 2001,
- VU** Les articles L et R 315.1 et suivants du Code de l'Urbanisme,
- VU** La délibération du Conseil Municipal du 16 Novembre 2001, décidant à l'unanimité de créer au lieu dit " Les Maix " le présent lotissement, et autorisant M. le Maire à entreprendre toutes les démarches.

- VU La demande déposée par M. Le Maire le 7 Mai 2003, en vue d'autoriser la Commune à procéder sur un tènement sis au lieu dit "Les Maix" à la réalisation d'un lotissement d'habitations, de six lots, rue des ANGLAIS, complétée le 2 juillet par la fourniture de l'accord d'un propriétaire pour la création sur une rive d'un canal appelé à être utilisé comme réserve d'eau statique, d'une plate-forme autorisant en cas de besoin, l'accès des véhicules de secours et des renseignements sur la réalisation d'un deuxième tronçon d'eau potable depuis le réseau existant à l'entrée du lotissement, propre à celui ci.
- VU L'étude pédologique établie par le Bureau d'études A.E.C., résidence la Tour des Ailes 03 200 VICHY, fournie le 15 Mai, démontrant la faisabilité d'assainissement individuel.
- VU Le visa conforme accordé sous réserve de modification de certains points du règlement, accordé le 27 Mai 2003 par l'architecte des Bâtiments de France, lotissement situé dans le périmètre de protection de monuments historiques : La Croix Vernaie et du XVI, le Château inscrit MH en totalité, Le Salon de Compagnie.
- VU Le règlement du lotissement modifié, prenant en considération les remarques émises par l'Architecte des Bâtiments de France.
- VU L'avis du Conservateur Régional de l'Archéologie, du 17 Juin 2003.
- VU L'avis favorable du Directeur Départemental de l'Equipement .

Compte tenu que le projet se situe dans un secteur constructible du MARNU.

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** : La Commune de AUTIGNY LA TOUR, est autorisée à procéder à la réalisation du lotissement d'habitations de 6 lots, Rue Des ANGLAIS au lieu - dit " Les Maix ", de superficie 70 a 94, tel qu'il est défini sur le plan annexé.

Les lots sont essentiellement destinés à des habitations individuelles, à titre de résidence principale.

Les futures constructions respecteront le règlement du lotissement qui fixe le coefficient d'occupation des sols à 0,40 (autorisant ainsi une surface totale hors œuvre pour les constructions de 2393m<sup>2</sup>).



**ARTICLE 2 :** En application du décret n° 2002 - 89 du 16 Janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001 - 44 du 17 Janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, le présent dossier a été examiné par le Service Régional de l'Archéologie de Lorraine qui précise que le projet ne semblant pas affecter de vestiges archéologiques, un avis favorable, à l'encontre de cette demande, est exprimé, sous réserve des prescriptions suivantes :

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au Service Régional de l'Archéologie de Lorraine (6, place de Chambre, 57045 Metz - cedex 1 ☎ 03.8756.41.10), soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie et de la Préfecture, conformément au titre III de la Loi du 27 septembre 1941. Les vestiges découverts ne doivent pas être détruits avant examen. Tout contrevenant serait passible des peines portées aux articles 322.1. et 322.2. du Code Pénal, en application de la Loi n° 80.532 du 15 juillet 1980 modifiée relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance.

**ARTICLE 3 :** Les travaux de viabilité (voirie et réseaux divers) du lotissement qui sont définis aux plans et dans le programme des travaux, devront être commencés dans un délai de 18 mois et achevés dans un délai de 3ans.

A défaut le présent arrêté sera caduc.

**Les travaux de finition** consistant à la mise en œuvre pour la voie du lotissement : d'un apport de matériaux concassés, la couche de base en 0 /31,5 , la couche de roulement en enrobés dosés à 140 kg/m<sup>2</sup> pour la chaussée, les accotements en matériaux stabilisés, les caniveaux concaves CC1, la mise à niveau des divers ouvrages réalisés (regards, bouches : à grille, à clés; les chambres de France Télécom), les candélabres, l'aménagement du sentier piétonnier, **pourront être réalisés en différé, mais seront obligatoirement terminés dans les délais impartis, précités.**

**ARTICLE 4 :** Afin de permettre aux Sapeurs Pompiers de pouvoir intervenir efficacement, si un sinistre venait à se déclarer, il y aura lieu d'aménager une aire d'aspiration sur la berge du Canal, située à moins de 200 m du lotissement (tracé réel des voies). Cette aire d'aspiration devra toujours être accessible aux engins de moto pompe. L'aménagement de cette aire qui devra permettre la mise en œuvre aisée des engins et la manipulation du matériel, s'avère nécessaire, elle présentera les caractéristiques minimum, suivantes :

- superficie de : 12 m<sup>2</sup> ( 4m x 3m pour une moto pompe )  
: 32 m<sup>2</sup> ( 8m x 4 m pour une auto pompe)
- force portante, calculée pour un véhicule, de 130 kilo - newton.
- cette aire devra être établie en pente douce de 2 cm par m , en forme de caniveau très évasé, pour permettre l'évacuation constante de l'eau de refroidissement du moteur.

La différence verticale de niveaux entre l'aire d'aspiration et la surface de l'eau (dans son niveau le plus bas), ne devra pas excéder 5 mètres. Elle devra être signalée conformément à la norme NFS 61 221.

**ARTICLE 5 :** Les divers réseaux (la conduite d'eau potable en PEHD de diamètre 63 mm la fourniture et la pose de regards incongelables pour les compteurs, les prises en charges sur canalisation, EDF, l'assainissement pluvial, France Télécom, d'éclairage public), prévus au titre de l'opération, devront être respectivement réalisés en accord avec les Syndicats des eaux et d'électrification de la Plaine et les divers services concessionnaires.

**ARTICLE 6 :** Les futures constructions sur les lots devront être dotées de dispositifs individuels d'assainissement, qui devront tenir compte des prescriptions portées dans l'étude pédologique jointe au dossier .

**ARTICLE 7 :** La Commune bénéficiaire de la présente autorisation devra :

- procéder pendant toute la durée des travaux à l'affichage de celle-ci sur le terrain (R 315.42 du Code de l'Urbanisme).
- faire les démarches d'enregistrement auprès du service de la Conservation des Hypothèques.

**ARTICLE 8:** M. le Maire de AUTIGNY LA TOUR, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à EPINAL,  
le 22 Juillet 2003  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous Préfète Directrice de Cabinet,  
Marie Paul DEMINGUEL.

Pour ampliation,  
Le Chef du service de l'Urbanisme et de l'Habitat,

  
D FEBVRE.

**Destinataires :**

- Mairie 4 ex. dont l'original
- DDE/SUH/LOZ - 88026 EPINAL Cedex

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les autorisations délivrées au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).